

Les 60 ans d'une fédération visionnaire

La création et le développement du BIR se confondent avec l'histoire contemporaine du recyclage. Après la deuxième guerre mondiale, il a accompagné la reconstruction des économies européennes, en situation de pénurie. L'environnement international s'est profondément complexifié et le BIR conserve toute sa légitimité pour aider des économies soumises aux coûts croissants des matières premières. Retour sur 60 années d'existence.

Ci-contre Dominique Maguin



Le gaspillage de matières premières pendant la deuxième guerre mondiale est à l'origine de la création du BIR. Les économies en guerre ont fait une consommation effrénée de matières premières de toutes sortes, la plupart d'entre elles étant rapidement «perdues» sur le champ de bataille : cargos torpillés dans l'Atlantique, bombardiers abattus au-dessus de l'Europe...

Accompagner la mondialisation

En mars 1948, dans un marché extrêmement régulé, les principaux recycleurs belges et néerlandais, réunis à Amsterdam, ont rapidement décidé de la création d'une organisation professionnelle. Rejoints par la France et le Luxembourg, ils ont donné naissance en juin de la même année au Bureau international de la récupération, une association de fédérations nationales présidée par **Emile Savigner**.

Dans les années 1950 et 1960, le BIR renforce sa dimension européenne, en recrutant jusque dans l'Europe communiste avec l'adhésion de la Tchécoslovaquie en 1956. Dans les années 1970 l'expansion se poursuit au niveau extra-européen, alors que les États européens tardent à autoriser le commerce international de matériaux recyclés. Les Pays-Bas, en 1979, sont le premier État à autoriser l'exportation de la ferraille. Rapidement, le reste de l'Europe suit, permettant la création d'un marché international nécessaire à la fixation de prix compatibles aux coûts engendrés par la récupération.

En 1990, le BIR tient son premier congrès en Asie, à Singapour, marquant ainsi la place prise par les économies de la région. Leur importance croissante dans le commerce internationale a conduit le BIR à renouveler cette expérience et à s'intéresser encore davantage aux économies en forte croissance.

L'émergence de problématiques nouvelles

Il a accompagné l'émergence des préoccupations environnementales dans les années 1970. En 1972, suite à la conférence de Stockholm, l'Onu crée le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). La même année, le rapport du Club de Rome met en avant les limites de la croissance et, pour les matières premières, leur possible épuisement. Ces problématiques s'accompagnent de nouvelles réglementations comme la Convention de Bâle, sous l'égide du PNUE.

Situé à Bruxelles depuis 1971 pour se rapprocher des instances dirigeantes de la CEE, le BIR a pris un nouveau tournant en 1995 sous l'impulsion de personnalités comme Anthony Bird, Raymond George et Jean-Pierre Lehoux. Ils mènent à bien un important programme de développement pour accroître les capacités du BIR. L'ad-

hésion directe des sociétés est encouragée tandis que les contributions financières des fédérations nationales diminuent, et ils anglicisent sa dénomination officielle en Bureau of International Recycling.

Auparavant, le BIR a contribué à la création de l'EFR, de l'Eurometrec et de l'ERPA pour, respectivement, les métaux ferreux, non-ferreux et les papiers. L'ouverture du BIR aux pays extra-européens et la législation croissante d'origine communautaire imposent alors la création d'associations européennes plus à même de négocier avec l'Union européenne suivant les thématiques concernant les sociétés installées sur son territoire.

Ces changements permettent au BIR de dégager des ressources pour accomplir un travail de lobbying plus important et suivre de près une législation de plus en plus complexe. Le BIR s'est ainsi rapproché de grandes organisations internationales comme le PNUE ou l'OCDE où il fait valoir son expertise.

Organisation du BIR

Le BIR comprend quatre divisions créées dès son origine : métaux ferreux, non ferreux, papier et textile. À ces dernières ont été ajoutés dans les années 1990 trois comités couvrant l'acier inoxydable et les alliages spéciaux, les plastiques et les pneus.

Il regroupe aujourd'hui près de 800 sociétés et fédérations nationales appartenant à plus de 70 pays, dont FEDE-REC pour la France. Le BIR a ainsi acquis le statut de principale fédération du recyclage au niveau mondial. Il est présidé par **Dominique Maguin** de CMP.

Dans le domaine du papier, l'ERPA (European Recovered Paper Association) a été créé au début des années 1990. Présidé par **Michael Kühn**, l'ERPA collabore sur certaines thématiques avec le CEPI, comme l'objectif de 66% de papiers récupérés dans l'Union européenne à l'horizon 2010. Des désaccords relatifs à la traçabilité et aux systèmes de qualité les séparent néanmoins et soulignent leur importance respective pour les récupérateurs / marchands de papiers récupérés et les producteurs. Une question sanitaire qui, après les préoccupations purement écologiques nées dans les années 1970, prend davantage d'importance.

Au niveau mondial, 50% des fibres utilisées dans la production papetière sont d'origine recyclée et elles sont bien sûr indispensables à la production de papier carton. Le BIR a posé les fondations d'une industrie encore jeune et amenée à prendre une place croissante dans les sociétés développées.

Y.T.

The 60th anniversary of a visionary federation

The creation and development of BIR are mingled with the contemporary recycling history. After the Second World War, it worked in the reconstruction of the European economies, as they struggled to emerge from a situation of extreme shortages. The international and European backgrounds have evolved a great deal since then, but BIR has retained its key role in helping countries alleviate the high cost of commodities.



Dominique Maguin

The loss of commodities during the Second World War led directly to the creation of BIR. Demand in the war economies for types of commodities was very strong, with the loss of so many during the fighting: torpedoed ships in the Atlantic Ocean, bombers shot down over Europe...

Tracking globalization

In March 1948, in a highly regulated market, the leading Belgian and Dutch recyclers met in Amsterdam and soon agreed on the creation of an industry organization. In June the same year they invited France and Luxembourg to join the Bureau International de la Récupération, as it was officially called, an association of national federations presided by Emile Savigner.

In the 1950s and the 1960s, BIR extended its reach in Europe and even spread to Eastern Europe in 1956 when Czechoslovakia joined the Bureau. In the 1970s it moved beyond its European boundaries even though European states were reluctant to allow international trading in scrap. The Netherlands was the first country, in 1979, to liberalize the export of recovered materials. The rest of Europe eventually followed the Dutch example. It was then able to foster the creation of a truly international market as it was required to set prices compatible with the costs of recovering the scrap.

In 1990, BIR held its first assembly in Asia, in Singapore. The decade proved to be a turning point for BIR with the expanding international trade led by the rapidly growing Asian economies. BIR has since then held other meetings in the region.

The emergence of new issues

The Bureau adapted to the new environmental concerns that arose in the 1970s. In 1972, following the Stockholm Conference, the UN created its UN Environment Programme (UNEP). That same year, the Club of Rome highlighted the limits of economic growth with the risk, among others, of commodity depletion. These issues were addressed by international bodies, such as the Basel Convention, under the authority of UNEP, and new regulations.

The Bureau moved to Brussels in 1971 to be closer to the decision making bodies of EEC. BIR acquired a new dy-

namic, driven forward by personalities such as Anthony Bird, Raymond George and Jean-Pierre Lehoux. They led a crucial initiative to develop the areas of expertise of BIR. Company membership was strongly encouraged and the financial contributions from national bodies decreased. Previous to this BIR had contributed to the creation of EFR, EUROMETREC and ERPA with respective responsibilities for ferrous, non-ferrous and paper materials. The opening of BIR to countries not part of the EEC and the growing importance of European regulation freed some resources to interact and negotiate with European institutions. As of the 1970s BIR also increased its links with international bodies such as the OECD and UNPE.

BIR organization

BIR started with four divisions, covering ferrous metals, non-ferrous metals, paper and textiles. Three committees were added in the 1990s for stainless steel and special alloys, plastics and tires.

BIR currently has around 800 members, mainly companies but also national federations, from over 70 countries. It is today the main recycling federation. Its President is Dominique Maguin, from CMP.

In the paper domain, ERPA (European Recovered Paper Association) was created in the early 1990s. Michael Kühl is its President. The organization cooperates with CEPI, for instance in defining the 66% target of recovered papers within the European Union by 2010. They do however sometimes disagree as was most recently the case concerning traceability and quality control systems, given that they represent on one hand recovered paper traders and on the other paper producers. An issue that, with the ecological concerns raised in the 1970s, will have an increasing impact on the trade and use of recovered papers.

Overall, 50% of the fibers used in paper production come from recovered paper, and these fibers are now indispensable for world paper and board production. BIR helped lay the basis for an embryonic industry that is sure to see rapid expansion in the very near future.

Y.T.